Recherches sociographiques

Thomas R. MAXWELL, *The Invisible French : The French in Metropolitan Toronto*

Charles Castonguay

Volume 18, numéro 3, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055768ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055768ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Castonguay, C. (1977). Compte rendu de [Thomas R. MAXWELL, *The Invisible French : The French in Metropolitan Toronto*]. *Recherches sociographiques*, 18(3), 459–461. <https://doi.org/10.7202/055768ar>

Paul Baran, Castells, Serge Mallet, Daniel Bertaux ou, plus près de nous, même le petit opuscule cité au début de notre recension : on arrive à être marxiste tout en parlant au monde. Ceux auxquels la rage de comprendre la praxis laisse peu de temps pour se tenir à jour sur les formes de pointe de la névrose universitaire se souviendront de l'avertissement du sociologue communiste Léonardi :

« Sont privées de sens les discussions à propos de l'ancien et du nouveau [partant] entre le nombre de ceux qui sont occupés dans des conditions anciennes et le nombre de ceux travaillant dans des conditions nouvelles. Un simple rapport quantitatif ne reflète pas la différence de la force d'attraction, de l'influence sur l'opinion publique, et sur les forces politiques et non seulement financières. »

(Cité par S. MALLET, *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Seuil, 1969, p. 94.)

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Thomas R. MAXWELL, *The Invisible French : The French in Metropolitan Toronto*, Waterloo (Ontario), Wilfrid Laurier University Press, 1977, xvii + 174p.

Les cent quarante premières pages de cette étude offrent une version remaniée de la thèse de doctorat présentée par l'auteur en 1971 à l'Université de Toronto. Pour l'essentiel, la dissertation tourne autour d'une enquête inédite sur la population d'origine française de la région de Toronto, réalisée par l'auteur entre 1964 et 1966 pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Une subvention du Conseil canadien de recherches en sciences sociales a permis la publication de la thèse retouchée et rafraîchie d'un post-scriptum d'une trentaine de pages rédigées hâtivement en 1976 en guise de mise à jour des résultats.

D'entrée de jeu le doute s'installe quant à la représentativité des deux cent cinquante-deux personnes interviewées en mai 1965 et dont l'analyse des réponses constitue l'intérêt principal du livre. Visibilité oblige, l'échantillon ne réunit que des adultes portant un nom d'origine française et, sans doute pour des raisons de commodité, il compte une forte sur-représentation de répondants résidant dans certains secteurs du Toronto métropolitain, notamment celui de l'église du Sacré-Coeur où, selon les recensements décennaux, la population d'origine française est la plus concentrée. Au départ l'auteur s'empresse de souligner que les réponses obtenues sont donc nettement biaisées vers une participation plus forte à l'intérieur des structures sociales propres à la minorité (église, école bilingue, associations) et généralement vers un usage accru du français dans toutes les aires d'activité des répondants. Mais il l'oublie presque totalement par la suite et, à partir de son échantillon, multiplie les généralisations sur la population-cible, soit de toute évidence la population globale d'ascendance paternelle française de la région métropolitaine de Toronto telle que définie aux recensements.

Une lecture attentive permet de deviner par exemple que 99% des répondants étaient mariés et vivaient avec leur conjoint, ce qui constitue un échantillon un peu spécial. L'auteur nous renvoie à une annexe introuvable contenant les caractéristiques essentielles de l'échantillon, sinon de la population-cible. Peut-être l'annexe figure-t-elle dans sa thèse de doctorat ? Toujours est-il qu'après une introduction méthodologique qui laisse le lecteur sur sa faim, Maxwell appuie sans relâche par la suite sur la « représentativité » de son échantillon. Ainsi son échantillon biaisé vers les quartiers relativement francophones et à faible revenu présente-t-il une moyenne d'un peu plus de quatre enfants par famille interviewée, à partir de quoi l'auteur affirme qu'en 1976 la Corporation métropolitaine de Toronto compterait au bas mot 30 000 enfants francophones (lire :

d'origine française) d'âge scolaire. Renseignements pris auprès des publications d'usage, la population en question serait vraisemblablement inférieure à 21 000. De telles extrapolations conviennent peut-être à une certaine revendication minoritariste, mais n'améliorent en rien notre connaissance de la réalité linguistique torontoise.

En fait Maxwell paraît incapable de manier avec bonheur ou même avec cohérence les résultats des recensements. Son dernier chapitre s'avère particulièrement déficient à cet égard. À sa lecture il devient clair, par exemple, que l'auteur considère que tous les individus recensés d'origine française sont capables de converser en français, que toute personne de langue maternelle ou de langue d'usage française est nécessairement d'origine française et que tout individu de langue d'usage française est nécessairement de langue maternelle française : or en 1961 comme 1971, plus de la moitié de la population d'origine française dans la région torontoise s'est déclarée unilingue anglaise (élément significatif qui n'est pourtant relevé nulle part dans le livre) tandis qu'en 1971 le quart des recensés de langue d'usage française s'est déclaré d'ascendance paternelle non-française. La confusion des catégories devient totale lorsque dans ce malheureux dernier chapitre l'auteur emploie systématiquement « francophone » (selon Webster : « *a person who speaks French* ») comme synonyme d'origine ethnique française. Il y réussit même le prodige d'orienter une droite à partir de la donnée d'un seul point, ce qui lui permet d'extrapoler à partir d'une population de langue d'usage française observée uniquement en 1971 la population correspondante en 1961 (lorsque cette question n'existait même pas au recensement) aussi bien qu'en 1976.

Mais trêve d'observations d'ordre quantitatif. Si les fondements extensionnels et parfois intensionnels du livre de Maxwell sont plutôt chancelants, son analyse des deux cent cinquante-deux interviews complétées ainsi que d'un grand nombre d'interviews moins structurées avec divers leaders dans les domaines religieux, scolaire ou social de la vie française à Toronto, le tout encadré par des éléments historiques, sociaux et économiques pertinents, ne demeure pas moins une tentative fort intéressante et instructive de saisir le mécanisme d'intégration structurelle qui conduit à l'assimilation linguistique et culturelle et qui sous-tend en grande partie l'invisibilité française à Toronto. S'inspirant de considérations classiques sur l'interaction entre identification ethnique et participation sociale ou institutionnelle, l'auteur explique en fait, de façon convaincante, l'effacement de la minorité d'origine française de Toronto comme cas typique d'un transfert d'identité ethnique résultant d'une participation quasi complète aux structures sociales de la société environnante.

Si Maxwell appuie sa démonstration sur les aspirations et le comportement des membres les plus « français » de sa fuyante population-cible, du moins peut-il faire légitimement état de la raison première de leur présence à Toronto, soit la recherche d'une sécurité d'emploi et de revenu, facteur dominant qui préside à nombre de choix cohérents menant à leur assimilation à peu près parfaite au sein de la société ambiante. L'attrait économique de la région torontoise a joué à la fois sur les populations ontarienne, québécoise, acadienne et européenne de souche française, et jusqu'à un certain point aussi sur diverses catégories occupationnelles parmi celles-ci, ce qui a produit une minorité très segmentée dès le départ par de profonds clivages de classe et de culture d'origine. L'absorption de cette minorité dans la société ambiante se trouve de plus facilitée, selon l'auteur, par le récent adoucissement de la discrimination ethnique envers les francophones par suite de l'arrivée massive à Toronto d'immigrants d'origines très diverses dans les années cinquante et soixante : cependant, le recours exclusif à l'anglais pour la quasi totalité des interviews n'a peut-être pas favorisé une entière confiance chez les répondants quant à cette dernière question.

Maxwell fait ressortir l'ambition économique comme facteur premier du naufrage des valeurs et des structures de la société canadienne-française traditionnelle, centrée sur la paroisse, dans le milieu industriel urbain nord-américain. C'est essentiellement par des motifs économiques qu'il explique le refus de la classe moyenne d'origine française de vivre dans le

quartier délabré à proximité de l'unique église canadienne-française et de l'unique école bilingue de l'époque, le peu d'intérêt des cols bleus de la paroisse pour les questions culturelles, le manque de structures institutionnelles adéquates propres à la minorité, et la survivance de relations périodiques avec la famille élargie comme seul lieu de participation identificatrice pour les membres de la minorité éparpillés dans le milieu torontois.

L'auteur appuie ces réflexions par une trentaine de tableaux étalant divers caractéristiques et comportements sociaux, économiques, linguistiques ou culturels des membres de son échantillon quant au lieu de résidence, région d'origine, type de travail, formation scolaire, participation aux clubs et associations, consommation des media, activités de loisirs et le reste. Néanmoins, en l'absence d'information sur l'important segment le plus invisible de la minorité, soit les personnes d'origine française mais à toute fin utile entièrement anglicisées, l'auteur ne peut démontrer de façon concluante certains corollaires névralgiques de son modèle explicatif, en particulier celui voulant que l'ambition et l'ascension socio-économiques aient conduit au *passing* à la société-hôte du plus grand nombre de ceux qui, parmi la classe moyenne, auraient normalement formé l'élite de la minorité.

Côté forme, l'exposé fleurit encore trop la thèse de doctorat. Le propos aurait pu rouler moins lourdement sur l'analyse des faits recueillis. La langue et la logique du texte sont parfois incisives et élégantes, parfois obscures ou répétitives, relevant des paradoxes où il n'y en a point, ou commettant des phrases sans verbe. Si un relâchement général de l'expression écrite ne semble épargner aujourd'hui aucune des deux langues officielles canadiennes, on ne peut toutefois que qualifier d'abominable le sort fait au français dans le texte. Au moins trois coquilles affligent l'unique citation en langue française qui tient pourtant en autant de lignes. Il est régulièrement question de l'Alliance français (sic), d'une Association Française Franco-Ontarien (sic : il s'agit de l'Association canadienne-française de l'Ontario), de la Fédération des Femmes canadienne Franco-ontarien (sic) et même Gabrielle Roy succombe à un changement de sexe. C'est à en faire retourner sir Wilfrid Laurier dans sa tombe !

Malgré nos réserves quant au fond et à la forme, le livre demeure une exploration fort utile des facteurs qui conduisent à l'absorption d'une minorité déjà partiellement prédisposée dans une société majoritaire ambiante, et il ne constitue pas un mince appui à l'évaluation lapidaire que font déjà depuis bien longtemps les Pierre Bourgault sur les perspectives de survivance du fait français à Toronto, Calgary ou Vancouver. La publication en temps propice de l'essentiel de cette œuvre par la Commission Laurendeau-Dunton aurait peut-être guidé le gouvernement canadien vers une politique linguistique et culturelle plus réaliste et plus heureuse. Il est regrettable que Maxwell n'ait pas mieux mis à profit le précieux temps écoulé pour polir son travail. Il reste que, quelle que soit la difficulté de cerner des invisibles français de Toronto, grâce à ce livre ils nous sont malgré tout désormais mieux connus.

Charles CASTONGUAY

*Département de mathématiques,
Université d'Ottawa.*

Jean-Michel BARBE, *Les chômeurs du Québec*, Montréal, Parti pris, 1977, 166p.

Les éditions Parti pris viennent de lancer une nouvelle collection, « Parti pris Ouvrier », en publiant le livre de J.-M. Barbe, *Les Chômeurs du Québec*. Le but de l'auteur est de proposer une nouvelle position du problème du chômage dans les sociétés industrielles en vue de critiquer les pratiques sociales actuelles qui visent à solutionner le chômage ou les pratiques sociales